On nous demande de ne plus être ce que nous sommes

15/01/2009 à 16h32

Une tribune libre de *Paysan Savoyard*

Relayant et validant les attaques portées contre la société française et contre la civilisation européenne par une partie importante des personnes d'origine étrangère résidant en France, la classe dirigeante considère que la France doit profondément changer. On nous demande de changer sur cinq points fondamentaux, tous liés à la question du rapport à l'étranger : nous devons abandonner le cadre national, présenter des excuses, abandonner certaines de nos règles, accepter une modification de notre peuplement et renoncer, enfin, à notre culture et à notre identité.

On nous demande d'abord de renoncer au cadre national, au profit de la mondialisation

La couche supérieure de la société française raisonne désormais dans un cadre mondialisé et souhaite faire partager cette vision universaliste au plus grand nombre.

Pour l'élite de droite, la mondialisation est celle du marché et des échanges mondiaux : elle considère – et le répète avec constance – qu'il est désormais non pertinent, en particulier au plan économique, de raisonner seulement à l'échelle nationale et européenne.

L'élite de gauche, elle, est souvent universaliste et considère à ce titre les frontières nationales comme une réalité obsolète et nocive, synonyme d'égoïsme et de crispation nationaliste.

Les deux pans de l'élite se retrouvent d'accord pour considérer le cadre européen, et a fortiori le cadre national, comme dépassés et trop étroits. Illustration de ce choix mondialiste, de nombreux membres de l'élite souhaitent la disparition des protections économiques européennes qui

subsistent, les uns au nom du libéralisme, les autres en considération des intérêts des pays du Sud.

Nous sommes sommés de nous excuser auprès des civilisations et des peuples étrangers qui estiment avoir été opprimés ou humiliés

Selon ce que nous dit l'oligarchie, nous devons d'abord reconnaître notre culpabilité dans une longue liste de méfaits passés, dont nous sommes accusés : l'esclavage, la colonisation, la participation au génocide des juifs, la guerre d'Algérie, l'exploitation des immigrés. Nous devrions également nous reconnaître coupables des mauvaises actions qui seraient encore aujourd'hui commises : l'utilisation du travail clandestin, la ghettoïsation, les discriminations, le racisme.

Certains représentants de populations « victimes » nous demandent d'aller au delà de la repentance et de réparer nos fautes. Cette réparation devrait selon eux prendre trois formes. L'aide au tiers-monde constituerait ainsi un devoir, dans une logique d'indemnisation. De même l'installation des immigrés africains en France serait pour eux un droit et une juste réparation de la colonisation. Enfin les porte-paroles de l'immigration déclarent que les personnes d'origine étrangère refusent à bon droit les emplois subalternes qu'occupaient leurs parents : dès lors certaines positions dans la société devraient désormais leur être réservées grâce à une politique de discrimination positive.

On nous demande d'abandonner certaines règles en vigueur en France, parmi les plus importantes

Si l'on suit ce que nous demande l'oligarchie, il nous faut d'abord accepter « le droit à la différence », ce qui revient en pratique à admettre l'installation et l'enracinement du communautarisme. La société française a ainsi été amenée, par exemple, à accepter le port du voile musulman dans la rue et les lieux publics ; à prévoir des repas sans porc dans les cantines scolaires ; à organiser dans les piscines des plages horaires réservées aux femmes ; à permettre des absences à l'école et à l'université les jours de fêtes communautaires ;

à subventionner des établissements d'enseignement communautaires, juifs dans un premier temps, puis également désormais musulmans ; à organiser un enseignement d'arabe et de religion musulmane (dénommé « enseignement ELCO ») dans les écoles publiques ; à tolérer sur son sol (en continuant à verser les allocations familiales) la polygamie et les mariages forcés ; à tolérer le fait que les commerces communautaires restent ouverts 7 jours sur 7, contrairement à la réglementation ; à tolérer le fait que les gitans ne respectent pas l'obligation scolaire (ni d'ailleurs aucune autre règle)…

D'autres règles en vigueur traditionnellement en France sont également contestées. Par exemple on nous demande d'accepter la discrimination positive (dans les grandes écoles, et bientôt dans la fonction publique et dans la représentation politique), ce qui conduit à renoncer au principe d'égalité en matière d'examens et d'accès aux emplois publics. On nous demande également d'accepter le droit de vote des étrangers et de renoncer ce faisant au principe selon lequel le droit de vote est lié à la citoyenneté.

Il s'agit donc pour nous de renoncer, dans la pratique, à la conception traditionnelle selon laquelle le fait d'être Français signifie avant tout que l'on respecte, applique et adopte les principales règles et coutumes en vigueur en France. Etre Français, c'était jusqu'alors « être comme les Français ». Ce n'est plus le cas. On peut aujourd'hui, avec le soutien de l'élite française, choisir de devenir un « Français de papier », mais conserver pour le reste sa culture propre ainsi que des liens privilégiés avec son pays d'origine.

On nous demande de modifier profondément notre peuplement

Nous sommes ainsi sommés de continuer à accueillir une immigration massive. On nous demande de devenir une société multiethnique (c'est ainsi que les équipes de sport nationales se doivent désormais d'être « blacks, blancs, beurs » ; en pratique l'objectif est dépassé puisque les équipes en question tendent à être composées presque exclusivement de noirs). De même le métissage est présenté comme la situation

la plus souhaitable. Personne n'ose exprimer l'idée selon laquelle il serait normal qu'après tout, dans notre pays, les blancs restent majoritaires : une telle opinion, pourtant de bon sens, serait immédiatement dénoncée comme raciste.
Afin de dissuader toute contradiction, le discours de l'élite est d'ailleurs constamment émaillé d'allusions ironiques aux « Gaulois », aux « Bons Français bien de chez nous », aux « Franchouillards », aux « Camemberts-Bérets », aux « Blancs de blancs »… Pour le cas où l'ironie ne suffirait pas, l'oligarchie menace désormais de poursuites judiciaires ceux qui seraient tentées de protester contre l'envahissement du pays (pour achever d'intimider les dissidents, l'oligarchie a ainsi créé divers comités et hautes autorités de lutte contre ce qu'elle appelle le « racisme »).
Les partisans de la poursuite de l'immigration fondent notamment leur position sur le fait que les Français « de souche » n'existeraient pas, la France ayant toujours été, selon eux, une terre d'immigration. Cette affirmation est tout simplement fausse. La France ne connaît une certaine immigration que depuis le milieu du 19e siècle, moment de la révolution industrielle. Cette immigration n'est devenue massive (et extra-européenne) que depuis les années 1960. Pendant plus de mille ans, de la fin des « grandes invasions » jusqu'au 20e siècle, la population française est donc restée homogène. Les Français « de souche », dont les ascendants résidaient en France avant le 20e siècle, existent donc bel et bien (les Français qui n'ont pas de parents ni de grands parents étrangers représentent encore a demeurant les trois-quarts de la population française).
Relevons ce fait. La classe dirigeante française et ses soutiens bannissent le mot « race ». Le seul fait d'utiliser le vocable et le concept de race est déjà selon eux assimilable à du racisme. Seules doivent être prises en compte, affirment-ils, la nationalité et la citoyenneté. Dans le même temps, les jeunes issus de l'immigration sont, eux, obsédés par la question des races et des origines. Comme en témoignent leurs conversations quotidiennes, les références

aux origines des uns et des autres sont permanentes. Ces jeunes passent leur temps à opérer des distinctions. Il y a les grandes catégories : les « Gaulois » ou « Cefrans », les « Rebeux », les « Renois » et les « Feuj ». Mais les jeunes des milieux immigrés ne se contentent pas de cette typologie : ils tiennent à distinguer plus précisément les « tunisiens », les « libanais », les « marocains », les « ivoiriens »…
On voit par là que la vision que la classe dirigeante française cherche à imposer est strictement idéologique et déconnectée du réel. Et que les populations blanches sont finalement les seules à ne pas oser parler de leur propre race.

Il nous est enfin demandé de renoncer à notre culture et à notre identité

Nous sommes un pays appartenant à une civilisation millénaire, la civilisation européenne, et c'est à cette civilisation que nous devrions renoncer.
Il nous est d'abord demandé d'accepter que s'établisse une société multiculturelle, c'est à dire d'admettre que notre culture ne devienne, dans notre propre pays, qu'une parmi d'autres.
Deuxièmement, le concept même de civilisation européenne est récusé. Sur ce point le discours de l'élite se développe en trois temps. On nous dit d'abord que la civilisation européenne n'existe pas. Si elle existe, ajoute-t-on, elle est mauvaise et condamnable (par exemple, il est courant d'entendre affirmer, notamment dans le milieu des enseignants ou des intervenants sociaux, que ce ne serait pas un drame si notre société et notre civilisation « dégueulasses » devaient disparaître). Il est de toute façon malsain, achève-t-on, troisième temps du raisonnement, de se réclamer de la civilisation européenne car cela revient à s'inscrire dans la logique du « choc des civilisations ».
C'est ainsi que l'hostilité de l'élite à la civilisation européenne l'a conduite par exemple à refuser d'inscrire la référence à nos racines chrétiennes dans le projet de constitution européenne (alors que nos pays sont de culture

chrétienne depuis 1500 ans). C'est notamment pour prouver que l'Europe n'est pas « un club chrétien » que nous sommes sommés d'accueillir en notre sein un pays musulman, la Turquie (alors même que ce pays est peuplé, lui, de gens qui sont tous ou presque musulmans ; que cet Etat est tout simplement gouverné par un parti islamique ; et qu'il appartient à une organisation internationale dénommée « Organisation de la conférence islamique » !).
C'est ainsi également que, parmi l'élite, la religion chrétienne est souvent critiquée et moquée, tandis que les pratiques religieuses d'origine étrangère bénéficient d'un scrupuleux respect, contrôlé par les juges. Sur le plan culturel, les musiques et les danses étrangères sont encensées et font l'objet d'une promotion intense ; dans le même temps le folklore, les musiques, les chansons et les danses traditionnelles françaises sont totalement ringardisés et absents des scènes et des ondes, des articles de journaux et des émissions culturelles. Un dernier signe : le seul insigne qu'il serait impossible d'arborer à sa boutonnière (en dehors des soirs de Coupe du monde) sans être soupçonné et accusé d'être fasciste et raciste, est sans doute aujourd'hui en France… le drapeau français.
On nous demande finalement en quelque sorte de changer d'identité, de renoncer à ce que nous sommes. On nous demande en réalité de ne plus être français.

Paysan savoyard